

Allocution pour la mobilisation du 9 octobre 2018 :

Merci à toutes et tous de vous être déplacé pour cette mobilisation aujourd'hui à CARHAIX afin de montrer à MACRON et à son gouvernement que les « riens, les cyniques, les illettrés, les fainéants, ceux qui foutent le bordel, ceux qui ne savent que se plaindre, ceux qui ne sont pas foutus de traverser la rue pour trouver du boulot... », les salariés, les privés d'emploi, les retraités, les jeunes, tous ces centres-bretons méprisés par le petit Roi arrogant qui nous toise avec condescendance et mépris du haut de sa tour élyséenne, nous ne sommes pas dupe de la volonté gouvernementale de casser nos acquis sociaux et de brader le patrimoine commun que constitue le service public au monde de la finance.

Nous sommes tous là pour nous opposer fermement à cette politique libérale visant à enrichir les amis de Macron, ceux qui ont déjà tout au détriment de ceux qui galèrent au quotidien pour essayer de vivre dignement.

Nous n'acceptons pas que les salariés du privé, du public, lycéens, étudiants, retraités, ne soient considérés que comme de simples variables d'ajustement à une politique dont le seul but n'est pas le bien commun mais bel et bien l'enrichissement de la caste des « premiers de cordée ».

De l'argent, quand il s'agit d'augmenter les salaires, d'aider à améliorer la situation catastrophique des hôpitaux ou des EHPAD, on nous dit qu'il n'y en a pas, qu'on n'a pas les moyens de payer les charges sociales, qu'il faut gagner en productivité et en compétitivité, et qu'on ne devrait pas se plaindre.

Par contre, de l'argent, il y en a quand il s'agit de distribuer 47 milliards de dividende rien que pour cette année aux actionnaires du CAC 40.

De l'argent, il y en a pour le fameux CICE : 50 milliards d'argent public (NOTRE argent) donné généreusement et sans aucune contrepartie au patronat qui continue de licencier même s'il fait des bénéfices record !

De l'argent il y en a quand le gouvernement constate sans broncher qu'il y a au minimum 80 MILLIARDS d'euros de fraude fiscale par an ! 80 milliards que le gouvernement n'ira jamais chercher puisqu'au contraire, il va diminuer drastiquement le nombre des fonctionnaires du ministère des finances !

Le gouvernement et le patronat préfèrent traquer les privés d'emploi en les fliquant en permanence et préfèrent réprimer l'action syndicale en licenciant pour des motifs fallacieux nos militants ou en les traînant parfois devant les tribunaux (comme c'est arrivé récemment à l'un de nos camarades opposant à la fermeture de la maternité de Guingamp, comme c'est arrivé au CHU de Lille pour deux soignants élus CGT, comme c'est arrivé pour une aide-soignante en EHPAD qui a osé témoigner à la télé, comme c'est arrivé à un salarié de Carrefour à St Briec etc. etc... Les exemples sont malheureusement nombreux) .

Le pays est devenu un paradis pour les ultra-riches.

Les 500 plus grosses fortunes françaises se sont enrichis de plus de 13% en 2017.

Pendant ce temps, on continue de taxer allègrement les retraités et on culpabilise les plus fragiles en les accusant de couter « un pognon de dingue » !

On nous rabâche les oreilles avec cette sacro-sainte croissance qu'il faut aller chercher à tout prix. Mais quelqu'un peut me dire à quoi ça sert une croissance qui ne profite qu'aux plus riches et qui en plus bousille la planète ?

On veut nous faire croire qu'en facilitant la vie des premiers de cordées, ceux-ci vont, par ruissellement, un jour, hypothétiquement, nous remercier et daigner nous donner quelques miettes !

Bah désolé Monsieur Macron ; Le peuple n'est pas aussi crédule que vous le pensez !

Plus que jamais il est nécessaire de s'opposer à cette logique libérale !

La CGT entend réaffirmer qu'elle est aux côtés des salariées, retraités, précaires et privés d'emploi pour un smic à 1800 euros, pour un droit à la retraite à 60 ans et pour une organisation du travail sur la base de 32 heures hebdomadaires !

Nous voulons une société solidaire au service de l'humain et non pas au service du capitalisme, le droit à une sécurité sociale solidaire et généralisée, le droit à un revenu de remplacement décent pour les privés d'emploi, le droit de bénéficier de services publics de qualité. Nous demandons une fiscalité plus juste et solidaire et une politique budgétaire au service de l'intérêt général, pas au service des quelques nantis !